



Département de la
Seine-Maritime

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 15/12/2016

Publication : 15/12/2016

Le Maire,
Daniel Fidelin



Arrondissement du
HAVRE

D.2016.12/07

Extrait du Registre des délibérations
Conseil Municipal du 12 décembre 2016

Nombre de Conseillers d'après la Loi	33
Nombre de Conseillers en exercice	33
Nombre de Conseillers présents	27
Nombre de Pouvoirs	5
Nombre de Votants	32

Extrait de la délibération affiché le **14 décembre 2016**.

L'an deux mille seize, le **12 décembre** à **dix-huit heures trente** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du **5 décembre**, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur **Daniel FIDELIN**, Maire.

Etaient présents

Daniel **FIDELIN**, Laurent **GILLE**, Nicole **LANGLOIS**, Dominique **THINNES**, Monsieur **LARDANS**, Jean-Luc **GONFROY**, Gilbert **FOURNIER**, Virginie **LAMBERT**, Emmanuel **DELINEAU**, Monsieur **DELAHAYS**, Franck **DORAY**, Patricia **DUVAL**, Pascal **LEFEBVRE**, Marie-Christine **BASSET**, Frédéric **PATROIS**, Marie-Paule **DESHAYES**, Sophie **CAPELLE**, Karine **LOUISET**, Estelle **FERRON**, Juliette **LOZACH**, Fabienne **MALANDAIN**, Martine **LESAUVAGE**, Nada **AFIOUNI**, Jérôme **DUBOST**, Gilles **BELLIÈRE**, Aurélien **LECACHEUR**, Gilles **LEBRETON**.

Excusés ayant donné pouvoir

Corinne **LEVILLAIN** donne pouvoir à Daniel **FIDELIN**
Valérie **LEDoux** donne pouvoir à Gérard **DELAHAYS**
Alexandre **MORA** donne pouvoir à Virginie **LAMBERT**
Jean-Pierre **QUEMION** donne pouvoir à Gilbert **FOURNIER**
Nordine **HASSINI** donne pouvoir à Jérôme **DUBOST**

Absente excusée

Stéphanie **ONFROY**

Secrétaire de séance

Karine **LOUISET** est désignée Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du Lundi 12 décembre 2016

2016.12/07

RESSOURCES HUMAINES – CONVENTION AVEC LE CENTRE DE GESTION – AUTORISATION – SIGNATURE

Mme Patricia DUVAL, Conseillère Municipale déléguée. –Le Centre de Gestion de la Seine Maritime (CDG 76) assure pour le compte des collectivités et établissements affiliés des missions obligatoires prévues par la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée. Notamment, il lui revient de mettre en œuvre les concours et examens professionnels, la bourse de l'emploi ou encore le fonctionnement des instances paritaires (commission administrative paritaire, comité technique) etc.

Au-delà des missions obligatoires, le CDG 76 se positionne en tant que partenaire « ressources humaines » des collectivités par la mise à disposition d'autres missions dites optionnelles. La Ville de Montivilliers avait signé des conventions particulières pour certaines de ces missions optionnelles : inspection en matière d'hygiène et de sécurité ou en matière d'ergonomie. Ces dernières sont arrivées à échéance en 2016. Or, des besoins notamment en matière d'ergonomie ou en matière d'inspection en hygiène et sécurité continuent d'exister.

Pour continuer à bénéficier de ces services, le Centre de Gestion impose dorénavant la signature d'une convention cadre permettant, sur demande expresse de la collectivité, de faire appel aux différents missions optionnelles selon les besoins.

Après conventionnement, la collectivité peut, le cas échéant, déclencher la ou les mission(s) choisie(s) à sa seule initiative et ainsi faire appel aux missions suivantes :

- Assistance juridico statutaire
- Aide à la réalisation du document unique d'évaluation des risques professionnels
- Inspection en matière d'hygiène et de sécurité
- Expertise en hygiène et sécurité
- Expertise en ergonomie
- Expertise en ergonomie d'un poste de travail
- Ou toute autre mission optionnelle

Il est donc proposé que la Ville de Montivilliers signe la convention cadre avec le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Seine-Maritime, en vue d'un possible recours à certaines missions optionnelles, telle que la mission d'inspection ou expertise en ergonomie.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

VU le budget de l'exercice 2016 ;

VU la loi 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

VU la loi n°84-53 du 26 Janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU le décret n° 84-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale ;

VU les règlements d'adhésion propres à chaque mission optionnelle ;

VU le rapport de Madame Patricia DUVAL, Conseillère municipale déléguée aux Ressources Humaines ;

VU l'avis du Comité Technique réuni le 8 Décembre 2016 ;

CONSIDERANT l'article 25 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée par la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016, précisant les missions pouvant être confiées aux centres de gestion à titre facultatif

Après en avoir délibéré,

DECIDE

- **de conclure** avec le centre de gestion de la Seine Maritime une convention cadre d'adhésion aux missions optionnelles du centre de gestion pour une durée de quatre ans,
- **d'autoriser Monsieur le Maire** à signer les actes subséquents (convention d'adhésion à la médecine préventive, formulaires de demande de mission, devis, etc...) et à verser au centre de gestion de la Seine Maritime les sommes correspondantes conformément aux règlements d'adhésion concernés.

La dépense correspondante sera inscrite de la façon suivante :

Exercice 2017
Budget Principal
Chapitre 011
Fonction 0203
Comptes : 6068 / 6042

Le Conseil Municipal adopte le rapport présenté ci-dessus à l'unanimité.

*Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.
Pour extrait conforme au registre dûment signé.*

